

**1895-1898 : L'INDEPENDANCE DES DERNIERES COLONIES  
ESPAGNOLES VUE PAR LA PRESSE D'UNE COLONIE FRANCAISE :  
LA MARTINIQUE**

*Dada nuestra pobreza ¿qué de extraño tiene que hayamos  
sido vencidos ? ¿qué culpa tiene de eso nadie ?<sup>1</sup>*  
P-M. Sagasta, 1898

*Avant-propos.*

Je tiens à exprimer toute ma gratitude à la Bibliothèque Schoelcher et à sa chaleureuse équipe qui m'a maintes fois facilité l'accès à la presse martiniquaise.

*Préambule.*

Chez tout hispanisant, 1898 ne peut manquer d'éveiller de profondes résonances. Aux noms d'Azorín, Miguel de Unamuno<sup>2</sup>, Pío Baroja, Antonio Machado, Valle-Inclán, Ángel Ganivet<sup>3</sup>, Maeztu... auteurs si renommés de la fameuse « Generación del 98 »<sup>4</sup>, font écho ceux de Cuba, de Porto Rico et des Philippines. 1898 ou la fin d'un cycle tant de l'histoire de l'Espagne que de ses dernières colonies ; 1898 ou le doute ; 1898 ou la décadence ; 1898 ou la crise ; 1898, 1898, 1898...

---

<sup>1</sup> Cité par Juan Pan-Montojo, in : *Más se perdió en Cuba- España, 1898 y la crisis de fin de siglo*, sous la coordination de Juan Pan-Montojo, Alianza Editorial, Madrid, 1998, p. 261.

<sup>2</sup> Rappelons que cinq essais de Miguel de Unamuno furent publiés dès 1895 dans : *La España moderna* et donnèrent lieu en 1902 au célèbre ouvrage : *En torno al casticismo*, où Unamuno explore l'intrahistoire espagnole en se basant sur le principe du *Volkgeist*.

<sup>3</sup> Le cas d'Angel Ganivet met en exergue la naissance en Espagne du genre de l'essai (*ensayo*) où le penseur individuel exprime la recherche collective en tant que porte-parole de la patrie.

<sup>4</sup> Se reporter par exemple à : *La generación del Noventa y ocho* de Pedro Laín Entralgo, Madrid, Espasa-Calpe, 1983 (10<sup>e</sup> édition).

Il convient d'ajouter à la littérature « régénérationniste »<sup>5</sup> de la péninsule les luttes indépendantistes de l'Outre-mer hispanique. Luttes anciennes certes mais dont 1898 vit l'aboutissement pour les uns et l'anéantissement pour les autres, cristallisation du choc ressenti par un empire espagnol déjà bien amoindri<sup>6</sup>. Cette radicalisation des tensions quant aux questions coloniales déboucha dans deux cas sur une véritable défaite, en premier lieu contre les Etats-Unis et en second lieu contre la Russie et le Japon. Ainsi, l'impact de cette ultime et fracassante scission se répercute dans le monde et tout particulièrement sans nul doute dans les colonies des Empires non encore démembrés : d'où l'intérêt, nous semble-t-il, de nous interroger quant aux réactions des Antilles françaises, et en l'occurrence de la Martinique, quant à cette période aux multiples transformations.

Entre les dernières colonies espagnoles et les Antilles françaises, les similitudes historiques, géographiques et socio-économiques sont nombreuses. A l'exception des Philippines, Porto-Rico et Cuba appartiennent à l'arc antillais et furent l'apanage d'un même découvreur<sup>7</sup>. De surcroît, leurs économies fondées sur le sucre donnent naissance à des sociétés spécifiques où le métissage, quoique fréquent, est loin encore d'être revendiqué...

C'est pourquoi, nous proposerons une étude de la presse martiniquaise<sup>8</sup> de 1895 à 1898 -dates des événements initiaux et de leur clôture-, consciente néanmoins que cette étude gagnerait, dans un deuxième temps, à être étendue aux journaux guadeloupéens.

Comment, à quel moment et pourquoi la communauté caribéenne, et en particulier martiniquaise, réagit-elle ? Nous serons amenée à présenter un état de la presse martiniquaise de cette période tant sur les plans synchronique que diachronique avant d'analyser les critères et les jugements retenus par ces différents journaux, porteurs d'un (des) regard(s) d'une colonie française face à l'émancipation de ses homologues espagnoles.

---

<sup>5</sup> Ce terme est issu de l'expression : *Regeneracionismo* utilisée en Espagne pour évoquer le mouvement multifacé à la fois de protestation contre la perte des dernières colonies et de désir de modernisation de l'Espagne en vue de l'élever au rang des autres nations européennes. Cette réaction contre la décadence espagnole s'accompagnait donc d'un rêve d'une nouvelle Espagne, nouvelle car régénérée.

<sup>6</sup> Cf. *Más se perdió en Cuba- España, op. cit.*, p. 263 : «*La mayoría de las voces que se alzaron insistieron una y otra vez en que el atraso era uno de los síntomas fundamentales del fracaso de España como nación* ».

<sup>7</sup> Se reporter au journal de bord de Christophe Colomb.

<sup>8</sup> Un mémoire de Maîtrise : *La presse martiniquaise et la guerre de Cuba* de Martin Jouanneau, 1997, Université des Antilles et de la Guyane, sous la direction de Messieurs J. Adélaïde-Merlande et A. Yacou, s'est déjà intéressé à ce thème, mais de façon plus restrictive.

## Quelle presse à la Martinique ?

A la vue de la presse martiniquaise de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, nous ne pouvons manquer de relever combien cette île des petites Antilles était dotée d'un imposant réseau journalistique avec plus d'une dizaine de parutions, notamment de bi-hebdomadaires. Toutefois, notre étude ne pourra être exhaustive dans la mesure où ces journaux n'ont malheureusement pas pu tous être conservés dans leur intégralité. Nous ne ferons donc référence qu'aux exemplaires que nous avons pu consulter, selon la répartition suivante pour huit journaux de 1895 à 1898 :

-*Les Antilles*, 1895, 1896, 1897, 1898.

-*Les Colonies*, 1896, 97, 98.

-*La Défense coloniale*, 1895.

-*L'Echo de la Martinique*, 1897, 98.

-*Le Français*, 1898.

-*Le Moniteur*, 1895, 96, 97, 98.

-*L'Opinion*, 1895, 96.

-*L'Union Coloniale*, 1896.

D'un point de vue synchronique, il s'agit somme toute d'une représentation équilibrée de chacune de ces années transitoires jusqu'à la phase finale de 1898, avec :

-1895 : 4 journaux

-1896 : 5 journaux

-1897 : 4 journaux

-1898 : 5 journaux.

Néanmoins, nous percevons un déséquilibre en ce qui concerne l'espace consacré à ces événements et, de fait, quant à leur mise en valeur. Une telle différence pourrait s'expliquer en premier lieu par le type même des journaux en question et, en second lieu, par leur couleur

politique ; de laquelle découlerait l'emphase des articles ou leurs silences tout aussi révélateurs. Brossons donc un rapide portrait de ces bulletins d'information<sup>9</sup>.

### *Les Antilles.*

Cet organe de presse se présente comme un : « *Journal de la Martinique, paraissant à Saint-Pierre* », d'abord les mercredi et samedi, puis le jeudi et le dimanche. Vendu jusqu'en novembre 1897 à 15 centimes, son prix passa ensuite à 25 centimes. Ce bi-hebdomadaire de 45 centimètres eut pour gérant E. Huygues-Despointes, puis Louis Saint-Yves ; ce qui en fait le journal « béké » par excellence. Il s'agit d'ailleurs de la parution la plus ancienne (dès 1844 !...)

Le journal *Les Antilles*, dont le titre même a pour ambition de dépasser les marges de la Martinique, dispose d'une rubrique spéciale intitulée : « Nouvelles de l'Etranger », généralement placée en première page. Celle-ci se verra complétée, principalement en 1898, par des articles précis portant sur Cuba, placés pour leur part en deuxième ou troisième page.

### *Les Colonies.*

*Les Colonies* se présentent de façon quelque peu identique : « *Journal de la Martinique, paraissant à Saint-Pierre le mardi, le jeudi et le samedi* ». Ce tri-hebdomadaire est vendu 15 centimes et comprend quatre pages de 53 centimètres, soit le format le plus imposant de la presse martiniquaise, ce qui n'est sans doute point innocent.

Fondé en 1878 par Marius Hurard, il reste célèbre en tant que « *premier journal des hommes de couleur républicains de la Martinique* »<sup>10</sup>.

A ses « Dépêches du câble français » de première page furent adjoints, en 1898, une rubrique intitulée : « A CUBA » ainsi que des articles précis sur la guerre à Cuba.

### *La Défense coloniale.*

---

<sup>9</sup> Nous avons eu recours en particulier au : *Dictionnaire encyclopédique des Antilles et de la Guyane* (sous la direction du professeur Jack Corzani), Editions Désormeaux, 1992, 7 volumes. Néanmoins, nous déplorons l'absence assez surprenante d'un article sur le journal *Les Antilles*.

<sup>10</sup> *Dictionnaire encyclopédique, op. cit.*, p. 680.

Ce journal conservateur, fondé en 1882 à Saint-Pierre, d'une taille de 50 centimètres, nous intéressera de façon limitée étant donné que nous n'avons pu consulter que des numéros de 1895.

### *L'Echo de la Martinique.*

La première parution de ce journal est annoncée dans *Les Colonies* du mardi 2 février 1897, en deuxième page. Voyons-en la présentation :

« *Samedi après-midi*<sup>11</sup> a paru à Saint-Pierre, le journal fondé par MM. Nicole, maire de Saint-Pierre, La Piquonne et Louis Ernoult, conseillers municipaux, qui se sont rendus, dans ce but, acquéreurs de l'imprimerie de l'Union Coloniale, feuille aujourd'hui disparue. Le nouvel organe porte comme sous-titre : « Journal républicain, organe du parti ouvrier », et en manchette : « Directeur politique : M. Nicole, Administrateur : M. Langeron. Il paraîtra deux fois par semaine ».

Ajoutons que ce journal de 45 centimètres se vendait 15 centimes et paraissait les jeudi et dimanche. En première page figuraient les « Dépêches du câble », lesquelles s'étendaient parfois jusqu'à la deuxième page. Néanmoins, nous précisons d'ores et déjà que nous n'y avons pas relevé d'intérêt réel pour les îles retenant notre attention.

### *Le Français.*

Exceptionnellement bon marché, ce tri-hebdomadaire de 5 centimes (!) le numéro de 4 à 5 pages, paraissait à Saint-Pierre les mardi, jeudi et samedi. Il se présente comme « *journal républicain progressiste de la Martinique* », à la fois « *politique, littéraire et commercial* ».

Il n'accorde pour sa part qu'un intérêt relatif aux nouvelles de l'étranger, reléguées dans le cadre des « Dépêches du câble » en quatrième page... ou parfois à la rubrique : « Nouvelles de l'Etranger » en troisième page, consacrant toujours de ce fait les deux premières pages à la politique intérieure.

Toutefois, son premier numéro ne paraît qu'en mars 1898, ce qui peut expliquer le peu d'intérêt accordé à la question des colonies espagnoles.

---

<sup>11</sup> Il s'agit du 30 janvier 1897.

### *Le Moniteur.*

Considéré comme le journal officiel de la colonie, ce bi-hebdomadaire de 47 centimètres, des mardi et vendredi, se distingue de trois façons. Tout d'abord, il est publié à Fort-de-France et non à Saint-Pierre comme ses homologues. En second lieu, ce journal dont l'extension varie de deux à quatre pages voit celles-ci numérotées comme un livre rédigé sur une année. En troisième lieu, il propose à ses lecteurs de nombreux tableaux chiffrés, ne serait-ce que parce qu'il s'intéresse fort à l'agriculture locale et propose d'ailleurs divers conseils dans ce domaine.

Son sous-titre : « *République française -Liberté- égalité- fraternité* » donne le ton. Dès la page de garde, le sommaire annonce le découpage suivant :

-Partie officielle (gouvernement, administration de l'intérieur, administration de la justice, service administratif, instruction publique)

-Partie non officielle :

\*avis des services publics

\*dépêches télégraphiques -Ce sont ces dernières qui nous intéresseront. Elles ne figurent qu'en quatrième et dernière page...

\*Annonces et avis divers.

### *L'opinion.*

Ce bi-hebdomadaire de cinquante centimètres, avec ses quatre à six pages est le plus long des journaux de cette période qu'il nous a été donné de consulter. Il paraissait à Fort-de-France -autre originalité- les mercredi et samedi, et se vendait au prix, semble-t-il élevé, de 20 centimes. Nous remarquons toutefois que son prix baisse exceptionnellement dans le cadre des élections et passe alors à 15 centimes. Autre changement : sa fréquence de parution. Ainsi est-il annoncé dans le journal du samedi 25 avril 1896 :

« *A partir de la semaine prochaine et jusqu'à la fin de la période électorale, le journal L'OPINION paraîtra trois fois par semaine, soit : le lundi, le mercredi et le samedi.*

« *Pendant cette période le prix du journal sera réduit à 15 centimes* ».

### *L'Union coloniale.*

Fondé à Saint-Pierre, ce bi-hebdomadaire de 52 centimètres, pourtant inscrit dans les registres de la Bibliothèque Schoelcher pour l'année 1896, n'a pu nous être communiqué.

Nous retiendrons que nous sommes passés de 8 à 7 journaux effectifs, dont les plus présents du point de vue quantitatif sont : *Les Antilles* et *Le Moniteur*, avec des exemplaires disponibles de 1895 à 1898. Nous avons relevé également une opposition entre journaux républicains (*Les Colonies*, *l'Echo de la Martinique*, *Le Français*, *l'Opinion*) et conservateurs (*Les Antilles*, *La Défense coloniale*), laquelle pourrait induire des visions différentes quant aux mouvements des dernières colonies espagnoles. Reste *Le Moniteur* qui s'affirme comme le « journal officiel ».

Nous remarquerons pour en terminer avec cette présentation de la presse martiniquaise de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle qu'une violente opposition semble sourdre régulièrement entre ces journaux dans la mesure où une place est toujours faite à un article critique sur les points de vue des parutions adverses ou pour se défendre des attaques des dits journaux.

Retrouverons-nous les mêmes désaccords et rivalités pour ce qui est du traitement des mouvements indépendantistes des dernières colonies espagnoles ?

### *Le contexte.*

L'Empire colonial espagnol prend place dès 1492 et les premières « découvertes » de Christophe Colomb : 1492 pour Cuba<sup>12</sup> et 1493<sup>13</sup> pour Porto Rico, alors nommée San Juan Bautista.

Quant aux Philippines, découvertes par Magellan, sous le nom d'archipel Saint-Lazare, l'on a coutume d'y faire débiter la colonisation espagnole dès 1521. Soit près de quatre siècles de domination espagnole.

Ces trois colonies espagnoles de la Caraïbe ou du Pacifique, connaissent rapidement une économie de plantation. Par exemple, Cuba se développa initialement grâce à l'exploitation du tabac, remplacé progressivement par la culture de la canne à sucre.

---

<sup>12</sup> La plus étendue des îles des Antilles : Cuba, se démarque déjà du fait qu'elle servit de base aux opérations de conquête du continent américain comme en témoignent par exemple les démêlés entre Cortés et Diego Velázquez pour la conquête du Mexique.

<sup>13</sup> Deuxième voyage de Christophe Colomb.

Toutefois, la richesse des possessions antillaises contraste avec le cas des Philippines<sup>14</sup>, déficitaires jusqu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle et de surcroît menacée non pas par un accroissement d'esclaves noirs dont on craint la révolte, mais par les Maures qui résisteront d'ailleurs jusqu'en 1851.

Dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle, le système colonial espagnol s'effondre sous l'influence de la Révolution française et de l'exemple des treize colonies anglaises d'Amérique du Nord ainsi que suite à l'intervention napoléonienne dans la péninsule. De ce fait, entre 1808 et 1824, l'Amérique continentale conquiert son indépendance.

Cuba, Porto Rico et les Philippines sont alors les dernières « grandes » colonies<sup>15</sup> espagnoles. C'est dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle que des secousses nationalistes ébranlent aussi ces possessions, d'autant plus face à la convoitise de la puissante Amérique du Nord.

#### Aux Philippines.

L'archipel philippin qui fut sans cesse l'objet de convoitises (de la part des Chinois, Portugais, Hollandais, Anglais, Français...) connut jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle un statut particulier que nous pourrions qualifier de « colonie au deuxième degré » étant donné que son gouverneur général dépendait du vice-roi du Mexique. Après l'assassinat des trois prêtres accusés d'avoir participé à une mutinerie à Cavite, en 1872, éclate une première révolte, dénonçant les abus coloniaux. Ils convient de rappeler que le développement du commerce permit l'émergence d'une classe moyenne, souvent d'origine métisse, à laquelle les Espagnols péninsulaires refusaient tout rôle socio-politique. Dans le même temps, le développement des idées nationalistes en Europe, avec par exemple la création à Madrid de l'Association hispano-filipino favorable à des réformes. Se détache José Rizal, issu d'une famille aisée et métissée qui publia en 1887 un roman au titre évocateur : *Noli me tangere* où il dénonce les abus aux Philippines en attaquant violemment les ordres religieux. Il fut fusillé (après un jugement sommaire...) le 30 décembre 1896, car l'on le considérait comme complice des insurrections qui débutent au mois d'août. Dans le même temps, Andrés Bonifacio fondait une société nationaliste secrète : le *Katipunan* et prenait ainsi le relais du mouvement réformiste, de façon plus radicale, en réclamant l'indépendance de l'archipel.

---

<sup>14</sup> Précisons par exemple que bien que la canne à sucre ait déjà été introduite par les Chinois, la Métropole hispanique négligea cette culture car elle possédait de meilleures plantations en Amérique. Le tabac s'y cultivait également.

<sup>15</sup> Nous simplifions volontairement, mais il ne faudrait pas repousser dans l'oubli le cas des îles Mariannes.



Il s'opposa à un autre chef de la résistance Emilio AGUINALDO, représentant de l'élite, qui le fit éliminer en mai 1897. Aguinaldo, en signant avec le gouverneur Primo de Rivera<sup>16</sup> un premier cessez-le-feu, arrêta, momentanément, l'insurrection.

Toutefois, la guerre de Cuba eut ses prolongements dans l'archipel, avec en mai 1898, l'intervention des Américains<sup>17</sup>.

Aguinaldo proposa alors aux Américains son aide en échange de la garantie de respecter l'indépendance des Philippines. Promesses qui ne furent pas tenues puisque lors du Traité de Paris (10 décembre 1898), l'Espagne céda aux Etats-Unis l'archipel contre une somme de 20 millions de dollars. D'où une lutte acharnée entre Aguinaldo et les Américains qui s'acheva au bout de deux ans par la capture de ce dernier (mars 1901).

### A Porto Rico

Une grande part du mouvement autonomiste portoricain se fit ressentir après la mort du gouverneur Miguel de la Torre (en 1834) et déboucha sur la tentative de soulèvement de 1867 : *El grito de Lares*. Ce mouvement échoua, mais poussa toutefois la Métropole espagnole à accorder à Porto Rico une plus grande autonomie et ceci par le biais de l'alliance entre les libéraux espagnols (de Sagasta) et le chef des autonomistes : Luis Muñoz Rivera. L'autonomie est ainsi accordée à l'île en 1897.

Toutefois, la guerre hispano-américaine ayant éclaté, Porto Rico ne jouira de ce statut qu'une année plus tard, après le Traité de Paris. Les Américains qui occupèrent l'île dès juillet 1898 se virent accorder Porto Rico par ce traité du 10 décembre 1898.

Bien que les Philippines et Porto Rico fassent partie intégrante des intérêts espagnols, Cuba -dont le surnom est évocateur : « la perle des Antilles »- n'en restait pas moins l'axe central de cet empire colonial.

### A Cuba

---

<sup>16</sup> Rappelons que par la suite, ce dernier prendra le pouvoir en Espagne.

<sup>17</sup> L'amiral Dewey détruisit la flotte espagnole dans la baie de Manille le 1<sup>er</sup> mai 1898.

Cuba resta une colonie alors que le reste de l'Amérique latine arrachait son indépendance, préférant la pensée « réformiste » aux changements violents<sup>18</sup>. Pourtant de fortes secousses ébranlèrent le pouvoir central, avec notamment la guerre de Dix Ans (1868-1878), mouvement insurrectionnel désireux d'atteindre l'objectif de « ¡Cuba libre ! », qui quoique finalement maté avec la paix de Zanjón (19 février 1878)<sup>19</sup> fait naître chez toutes les classes et les ethnies de la société cubaine un idéal d'indépendance<sup>20</sup>.

En 1888, l'esclavage était officiellement aboli. Mais les paysans cubains (les fameux « *guajiros* ») connurent une profonde misère et à la faveur d'une crise sucrière -due à un brutal effondrement des prix dès 1893 du fait de la politique protectionniste des Etats-Unis, suivie également d'une crise de l'industrie du tabac, en 1894,- une nouvelle révolte vit le jour. Celui qui incarne le mieux ce séparatisme est sans aucun doute José Martí, véritable héros de l'indépendance cubaine<sup>21</sup> qui réussit à organiser le Parti révolutionnaire cubain (PRC), fondé en 1892, puissant instrument de coordination lors de la guerre.

Le soulèvement général éclata le 24 février 1895<sup>22</sup> à Baire (Oriente) avec les généraux Máximo Gómez et Antonio Maceo (mort en 1896). Leurs succès furent assez rapides face à une Espagne qui déclara la guerre à outrance. Et avec l'explosion du cuirassé Maine en rade de La Havane, se déclencha la guerre entre les Etats-Unis et l'Espagne (20 avril 1898) qui s'acheva rapidement avec la destruction de la flotte espagnole devant Santiago (ainsi que l'occupation de Porto Rico...) puis le Traité de Paris qui soumit l'île à un gouvernement militaire américain.

---

<sup>18</sup> A la pensée « réformiste » s'ajouta : l'« annexionnisme », à savoir le désir chez certains Cubains d'être « annexés » par leur puissant voisin américain. Les revendications des réformistes portaient surtout sur des questions fiscales. Loin d'être entendus, ce sont des réformistes déçus qui déclenchèrent la guerre de dix ans.

<sup>19</sup> CE pacte ne régla en fin de compte aucun problème de fond.

<sup>20</sup> Précisons néanmoins que cette insurrection ne s'étendit pas jusqu'à La Havane, à la différence des événements ultérieurs.

<sup>21</sup> Ainsi peut-on lire dans *José Martí : La guerre de Cuba et le destin de l'Amérique latine* de Jean Lamore (traduction, introduction, chronologie et choix de textes), Aubier Montaigne, Paris, Coll. Bilingue, 1973, p. 19 : « José Martí fut l'incarnation responsable et totale du séparatisme : c'est lui qui a donné à l'idée séparatiste une éthique et une dimension historique » [...] « Le déclenchement de la guerre de 1895, son esprit, la composition de ses forces, tout cela fut l'œuvre de Martí ».

<sup>22</sup> Voir à ce propos le *Manifeste de Montecristi* (République dominicaine) rédigé par José Martí et co-signé avec le général Máximo Gómez, où sont exposés la nécessité de la lutte armée et les objectifs de la guerre et dont voici un extrait tiré de *José Martí : La guerre de Cuba et le destin de l'Amérique latine*, *Op. cit.*, p. 111 : « La guerre n'est pas la recherche inconséquente d'une indépendance plus redoutable qu'utile que seuls auraient le droit de retarder ou de condamner ceux qui auraient le courage et le dessein de la mener vers une forme plus viable et plus sûre, et qu'en vérité, ne saurait désirer un peuple incapable de la soutenir ; mais au contraire le produit bien mesuré de la résolution d'hommes inébranlables qui, s'appuyant sur l'expérience, ont pris la décision d'affronter une fois encore les dangers qu'ils connaissent, et du rassemblement cordial des Cubains des origines les plus diverses, persuadés que l'on acquiert bien mieux dans la conquête de la liberté que dans l'abjecte prostration les vertus nécessaires à son maintien ».

Ainsi, après un simulacre de guerre (trois mois...), l'Espagne ruinée, cède les derniers fragments de son Empire aux Etats-Unis<sup>23</sup>. Il nous reste à entrer dans le vif de notre sujet en recherchant comment la presse martiniquaise évalua l'effondrement du rêve colonial espagnol.

---

<sup>23</sup> Mais José Martí, visionnaire, ne craignait-il point déjà le risque d'un simple « changement de maîtres » ?